

Zeitschrift: Domaine public

Band: - (2013)

Heft: 2009

Artikel: Marché des entreprises et marché de l'emploi : la baisse des nouvelles implantations étrangères n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014157>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 21.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de plus en plus nombreux. Reste pour l'heure, forte d'une garantie constitutionnelle, une prépondérance cantonale dans

l'instruction publique et la culture, dans l'aménagement du territoire aussi. Solde pas

négligeable certes, mais soumis à l'obligation de coordonner et d'harmoniser par voie de convention ou de concordat.

Marché des entreprises et marché de l'emploi

La baisse des nouvelles implantations étrangères n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle

Jean-Daniel Delley - 03 octobre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24328>

La Suisse est-elle devenue moins attractive pour les entreprises étrangères en quête d'implantation? Les chiffres semblent le confirmer. Pourtant il n'y a pas de quoi s'inquiéter, bien au contraire.

En 2012, le nombre des nouvelles implantations a baissé de 20% par rapport à l'année précédente. La baisse est même de 40% pour la création d'emplois, selon la [Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique](#).

La *Neue Zürcher Zeitung* (21.9) mentionne une série de causes explicatives de ce phénomène. L'insécurité du droit tout d'abord, avec les initiatives Minder, 1:12, pour un salaire minimum, sur l'imposition des successions, sur l'immigration; l'incertitude qui règne à propos de la fiscalité des entreprises, de la correction à apporter à l'exemption fiscale des apports en capitaux; enfin la remise en

question de l'imposition forfaitaire. Le franc fort est également mentionné.

Du côté des autorités en charge de la promotion économique, on met en évidence une nouvelle stratégie qui privilégie la qualité et la durabilité des nouvelles implantations plutôt que leur nombre.

Pour Emmanuel Garesus, fidèle relais de la pensée libérale (*Le Temps*, 25.9), ce recul traduit une «*adaptation de l'économie*» qui réagit à un «*climat hostile au profit et à la concurrence et anticipe les changements possibles*».

Dans le même temps, l'[Office fédéral de la statistique](#) annonce un nouveau record, celui des actifs - 4,82 millions de personnes au 30 juin dernier -, soit une augmentation de 1,3% par rapport à 2012, alors que dans le même temps l'emploi a baissé de 0,4% au sein de l'Union européenne.

La Suisse ne semble donc pas guettée par un effondrement du marché de l'emploi. Par contre, la nécessaire remise en question des conditions cadres, notamment fiscales, que nous impose à juste titre l'Union européenne risque bien de nous faire perdre ces entreprises volatiles toujours à la recherche du moins-disant d'impôts, faiblement créatrices d'emplois et grandes importatrices de main-d'œuvre étrangère.

La meilleure manière de combattre les pulsions xénophobes qu'engendre une politique de promotion économique tous azimuts, n'est-ce pas de miser sur des entreprises à implantation durable qui font le choix de la Suisse pour la compétence de sa main-d'oeuvre, la qualité de ses infrastructures et sa stabilité politique et sociale? Des atouts qu'une politique de croissance inconsidérée finirait par mettre à mal.